

L'école, théâtre de guerre



Sept enfants ont été tués le 24 octobre dernier dans l'attaque d'une école de Kumba, dans la région du Sud-Ouest, au Cameroun. Le gouvernement et les séparatistes anglophones s'accusent mutuellement de l'avoir perpétrée.

L'éducation est un enjeu majeur de la contestation armée menée par les séparatistes anglophones contre le pouvoir de Yaoundé. L'absence de réponse aux revendications de la minorité linguistique depuis l'indépendance pose question.

ENTRETIEN : GÉRALD PAPY

Des élèves kidnappés, des enseignants agressés, des établissements attaqués... : il n'y a pas qu'en France que l'école est devenue un enjeu de confrontation politique et idéologique. Au Cameroun, elle est, dans ses régions anglophones, un des théâtres privilégiés de la confrontation entre le pouvoir central et les séparatistes. Au prix de dizaines de victimes et du renoncement par les enfants et leurs parents à l'enseignement : selon l'ONU, 81 % des élèves de ces territoires ont renoncé à être scolarisés lors de l'exercice 2019-2020.

Dernier exemple en date de la violence qui frappe ces lieux d'éducation, le 24 octobre dernier, la Mother Francisca International Bilingual Academy de la ville de Kumba, située dans la région du Sud-Ouest, une des deux zones anglophones avec celle du Nord-Ouest, a été attaquée par une dizaine d'hommes armés. Le commando a pénétré dans une classe au deuxième étage du bâtiment et a mitraillé l'assistance. « Ils ont continué à tirer alors que les enfants terrifiés prenaient la fuite et se jetaient en criant dans les escaliers », relève un rapport de l'organisation de →

REUTERS

→ défense des droits de l'homme Human Rights Watch. Sept d'entre eux ont été tués, treize ont été blessés.

Le gouvernement de Yaoundé a accusé les séparatistes anglophones d'être responsables de l'attaque. Certains groupes exhortent en effet depuis 2017 à un boycott de l'éducation. Le fait que l'établissement visé était bilingue français-anglais pourrait être une motivation supplémentaire pour des éléments radicaux. Mais le porte-parole d'une des rébellions armées, le gouvernement intérimaire d'Ambazonie – le nom que les indépendantistes donnent à la région – a accusé, de son côté, des soldats gouvernementaux d'avoir perpétré ce massacre. « Au-delà de ce cas spécifique, on doit relever que depuis plusieurs années, les civils sont pris pour cibles tant par les séparatistes que par les forces armées du pays, explique Julie Claustre, assistante de recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip) et spécialiste du Cameroun. Pour les séparatistes, viser une école est une façon de s'en prendre au pouvoir central, mais aussi de marquer l'opinion quant à la radicalité des positions. Il s'agit de mettre à

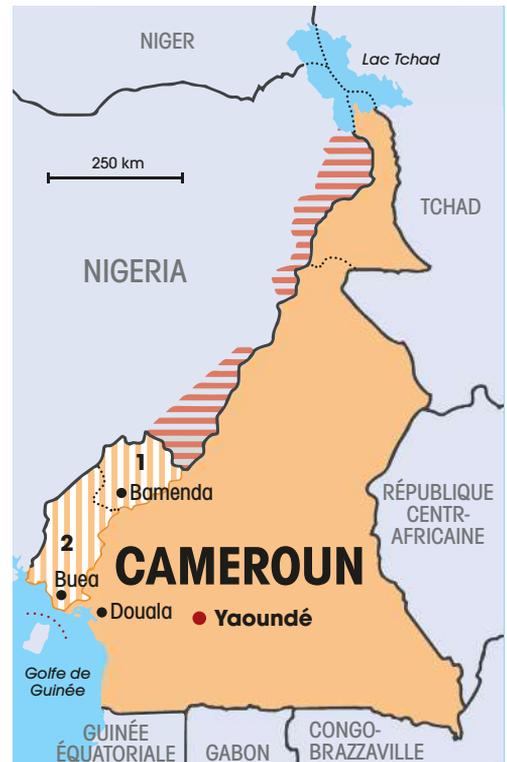
LA RÉVOLTE DES ANGLOPHONES



Partie du Cameroun britannique qui décida en 1961 de se rattacher :

-  au Nigeria
-  au Cameroun « francophone »

C'est ce territoire – constitué des régions du Nord-Ouest (1) et du Sud-Ouest (2) – que les indépendantistes ont baptisé **république d'Ambazonie**.



mal toute possibilité d'un retour à une société pacifiée en dehors de l'option indépendantiste. » Mais pourquoi les tensions entre le pouvoir camerounais et les anglophones ont-elles atteint un tel degré de violence ? Auteure d'un

dossier intitulé *Cameroun : comment comprendre la crise de ses régions anglophones ?* publié en septembre 2020 par le Grip, Julie Claustre apporte des éléments de réponse.

UN HÉRITAGE COLONIAL

Comment le Cameroun est-il devenu un Etat avec deux langues officielles et deux cultures ? Dans le mouvement de colonisation des puissances européennes, cette terre d'Afrique du centre-ouest se voit imposer un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. A l'issue de la Première Guerre mondiale et de la défaite de l'Allemagne, la Société des Nations attribue l'essentiel du territoire à la France et deux zones voisines du Nigeria au Royaume-Uni. Peu après les indépendances du Cameroun et du Nigeria en 1960, un référendum est organisé dans le territoire des British Cameroons avec des résultats différents : les Northern Cameroons, à majorité musulmane, choisissent l'union avec le Nigeria, les Southern Cameroons, à dominante chrétienne et animiste, optent pour le rattachement au Cameroun « francophone ». C'est ce territoire anciennement des Southern Cameroons qui abrite les actuelles régions camerounaises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, théâtres de la révolte anglophone contre le pouvoir de Yaoundé. Mais Julie Claustre, assistante de recherche au Grip, nuance l'antagonisme entre les deux parties. « Il est [...] crucial de se méfier d'une lecture trop binaire renvoyant une image de la société camerounaise à deux aires, francophone et anglophone, hermétiques et homogènes. Les deux espaces sont tous les deux plus diversifiés que ce qu'une lecture mettant l'accent sur ce qui distingue et qui, parfois, oppose les élites politiques des deux régions tend à suggérer. »

En regard de l'histoire du Cameroun indépendant (lire l'encadré ci-contre), peut-on dire que les anglophones, parce qu'ils n'ont pas toujours été respectés par le pouvoir central, sont fondés à formuler certaines revendications ? On peut en effet dire que les demandes anglophones n'ont pas toujours été intégrées par Yaoundé. L'inventaire des promesses faites à l'égard des Camerounais anglophones (environ 20 % de la population du pays) montre que plusieurs n'ont pas été tenues ou que pour certaines, le pouvoir central a fait marche arrière après avoir un temps accédé aux requêtes. On pense ici notamment à la question de la structure fédérale du pays. Le Cameroun a été unifié en 1961 sous la forme d'une fédération qui →

Chez nous, 1 enfant sur 4
vit dans la pauvreté.

MOBILISONS-NOUS



Un urire pour l'avenir!

2020
TOUS
SOLIDAIRES

BE35 0000 0000 3737
ou sur vivaforlife.be

rtbf 

→ permettait de conserver les spécificités régionales anglophones et francophones héritées de l'ère coloniale, par exemple pour la justice ou l'éducation. L'abandon du fédéralisme en 1972 a marqué un tournant dans les relations entre le pouvoir central et la communauté anglophone. Les systèmes francophones ont peu à peu pris le dessus sur les anglophones. Par exemple, dès les années 1970, le système francophone de cadastre a été imposé à l'ensemble du territoire national au détriment de la tradition anglophone du partage commun des terres et des formes de gouvernance locales. Au milieu de clivages économiques et sociaux, la réorganisation de la gouvernance a suscité son lot de griefs chez de nombreux anglophones qui voulaient préserver, via les institutions, leur héritage et leur identité. Les revendications des anglophones ne sont donc pas récentes. Ce qui change aujourd'hui, c'est leur ampleur et la violence durable de cette crise qui a débuté par une expression des revendications de la part des acteurs de la justice et de l'éducation dans les zones anglophones. Les avocats dénoncent une « francophonisation » de la justice. Car même si la loi camerounaise impose le bilinguisme, la pratique diffère ; il arrive notamment que la traduction des lois en anglais ne soit pas disponible. De même, des professeurs

« L'INDÉPENDANCE N'EST PAS UNE OPTION MAJORITAIRE AU SEIN DE LA POPULATION ANGLOPHONE, MAIS ELLE EXISTE. »

JULIE CLAUSTRE, ASSISTANTE DE RECHERCHE AU GRIP



Le président Paul Biya, au pouvoir depuis trente-huit ans. Et la « question anglophone » n'est toujours pas apaisée.

non anglophones ont été recrutés pour enseigner dans les écoles de ces régions. La langue est perçue comme centrale à l'identité des communautés anglophones et imposer par défaut le français est vu comme une forme d'érosion de leur identité.

Le Grand dialogue national engagé par le président Paul Biya en 2019 est-il de nature à modifier le cadre institutionnel du pays pour apaiser les tensions ?

Le Grand dialogue national a permis au Parlement d'adopter un « statut spécial » pour les régions anglophones. Ce statut répond au principe de décentralisation inscrit dans la révision de la Constitution de 1996. Il laissait alors espérer un changement institutionnel dans le pays de nature à combler certaines attentes des anglophones et, donc, à apaiser les tensions. Les régions anglophones pourraient donc conserver leur système juridique basé sur le modèle de la Common Law, ainsi que le système éducatif, plus souple et au programme moins dense que son équivalent francophone, tous deux hérités de l'ère coloniale britannique. Le « statut spécial » obligerait le pouvoir central à consulter les assemblées régionales pour toute décision portant sur l'éducation ou la justice. Il faut toutefois relever, d'une part, que ce statut n'est toujours pas appliqué et, d'autre part, qu'il reste flou sur la hiérarchie des pouvoirs. Il serait toujours possible pour

le pouvoir central de prendre des décisions au niveau régional. De plus, ce « statut spécial » n'équivaut pas au fédéralisme qui reste une exigence de plusieurs groupes anglophones et de leurs leaders. C'est le cas, par exemple, de Maurice Kamto, le chef du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, pour qui le fédéralisme reste la seule façon de mettre véritablement fin à la crise.

Quelle est l'option privilégiée par les dirigeants politiques anglophones, une forme d'autonomie ou l'indépendance ?

L'indépendance avec la formation d'un nouvel Etat n'est pas une option majoritaire au sein de la population anglophone, mais elle existe. Le débat s'oriente davantage vers la forme de l'autonomie qui pourrait être reconnue aux territoires où vivent majoritairement les anglophones. A partir de là, tout est ouvert, d'une autonomie régionale renforcée à un fédéralisme formellement capable de prendre des décisions dans des champs de compétence plus ou moins larges, indépendamment des orientations prises à Yaoundé. La pluralité des options nuit quelque peu à la clarté des revendications et à la résolution de la crise. Quelle que soit l'option choisie, le risque est grand de faire une majorité d'insatisfaits. La situation ne doit cependant pas servir d'excuse à une forme d'immobilisme, car à mesure que les violences durent, les positions sont susceptibles de se radicaliser. ▣